

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Isabel Dos Santos dans l'oeil du cyclone

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le ciel s'obscurcit autour d'Isabel dos Santos, la milliardaire et fille aînée de l'ancien président de l'Angola, Eduardo dos Santos. La justice de son pays a décidé de se lancer à ses trousses dans le cadre de la vaste opération de lutte contre la

Brèves

France : Bandol rend hommage aux "soldats méconnus" de l'armée d'Afrique

Pour la première fois depuis un appel du président Emmanuel Macron à honorer les combattants venus d'Afrique durant la Seconde guerre mondiale, une ville française a inauguré lundi une place rendant hommage à cinq soldats de l'armée d'Afrique ayant débarqué en Provence en 1944.

Albert Banuls, Mohamed Dahel, Ali Fatani, François Gaillard et Jean-Édouard Seffar, tous les cinq nés en Algérie, ont perdu la vie à Bandol (sud-est) ou dans ses environs durant les combats contre l'occupant allemand en août 1944. Une plaque a été apposée en leur honneur sur cette nouvelle place des Libérateurs africains, devant l'hôtel de ville de Bandol, en présence de la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Geneviève Darrieussecq.

USA : le New York Times soutient deux sénatrices à la primaire démocrate

Le New York Times a annoncé dimanche soir qu'il soutenait deux candidates dans la primaire démocrate pour l'élection présidentielle aux Etats-Unis, les sénatrices Elizabeth Warren et Amy Klobuchar, étant pour la première fois incapable de se prononcer en faveur d'un seul nom.

Indonésie: neuf morts dans l'effondrement d'une passerelle

Le bilan de l'effondrement d'une passerelle tenue par des câbles, sur l'île de Sumatra en Indonésie, a été relevé de sept à neuf morts, a indiqué hier l'agence nationale de gestion des catastrophes.

Dimanche, quelque 30 personnes, essentiellement des jeunes, se trouvaient sur cette passerelle pour piétons récemment construite dans le district de Kaur au sud de Sumatra. Certains d'entre eux ont été entraînés dans le courant, tandis que d'autres sont parvenus à s'accrocher.

J.O.

corruption engagée depuis son accession au pouvoir par l'actuel président de la République, Joao Lourenço. Hier lundi, après la publication d'une enquête internationale l'accusant d'avoir "siphonné les caisses du pays", la justice angolaise a averti qu'elle utiliserait "tous les moyens" pour la ramener en Angola.

Avant-hier soir, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a dévoilé une série de documents qui mettent en lumière les montages financiers mis en place par Mme dos Santos pour, dit-il, détourner l'argent des sociétés publiques du pays. Déjà baptisée "Luanda Leaks", le travail des 120 journalistes issus d'une vingtaine de pays de l'ICIJ est venu confirmer celui de la justice angolaise, qui enquête aussi sur les "affaires" de celle qui est baptisée la "Princesse" dans son pays.

"Nous utiliserons tous les moyens possibles et nous activerons tous les mécanismes internationaux pour ramener Isabel dos Santos dans le pays", a déclaré le procureur général Helder Pitra Gros. Ses services, a ajouté le magistrat, ont demandé "le soutien international du Portugal, de Dubaï et d'autres pays" pour obtenir le retour d'Isabel dos Santos, qui vit essentiellement entre Londres et Dubaï.

Le mois dernier, un tribunal de Luanda a bloqué les comptes bancaires et des avoirs angolais d'Isabel dos Santos. La justice angolaise la soupçonne d'avoir détourné, avec son époux d'origine congolaise Sindika Doko, plus d'un milliard de dollars des comptes des entreprises publiques Sonangol (pétrole) et Endiama (diamant) pour nourrir ses affaires privées.

Grâce à ce que Le Monde décrit comme une "nébuleuse composée de 400 sociétés identifiées dans 41 pays", Isabel dos Santos avait mis en place un véritable "schéma d'accaparement des richesses publiques". L'enquête de l'ICIJ révèle que des grands cabinets d'audit et de conseil internationaux comme PwC et Boston Consulting Group, ont



Photo:AFP

La milliardaire angolaise désormais traquée par la justice de son pays.

"apparemment ignoré les signaux d'alarme", en l'aidant à cacher des biens publics.

Début janvier, la justice por-

tugaise a elle aussi annoncé l'ouverture d'une enquête sur la femme d'affaires, qui détient des intérêts dans de nombreuses

entreprises du pays, pour blanchiment d'argent public.

Lutter contre la corruption comme cheval de bataille

J.O. (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

Mise sur la sellette pour des accusations d'enrichissement illicite, Isabel dos Santos fait tout pour mettre en place une ligne de défense, politique, qui a visiblement du mal à passer au sein de l'opinion et la communauté internationale.

Celle qui fut proclamée première milliardaire d'Afrique par le magazine américain Forbes en 2013, a elle-même dénoncé auprès de BBC Afrique une "chasse aux sorcières", destinée à les discréditer, elle et son père. "Ma fortune est née de mon caractère, mon intelligence, éducation, capacité de travail, persévérance", a-t-elle poursuivi sur son compte Twitter.

Son avocat a également réfuté les accusations de l'ICIJ, dénonçant auprès du journal britannique The Guardian une "attaque parfaitement coordonnée" par l'actuel président angolais Joao Lourenço.

Celui-ci a succédé en 2017 à Jose Eduardo dos Santos, qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant trente-huit ans (1979-2017). Ses adversaires accusent l'ancien chef de l'Etat d'avoir mis l'économie du pays, un des plus pauvres du monde, en coupe réglée au profit de membres de sa famille.

Depuis deux ans, M. Lourenço a écarté les proches du "clan" dos Santos des institutions, des entreprises publiques et de l'appareil sécuritaire angolais, au nom de la lutte contre la corruption. Au premier rang de cette charrette ont pris place Isabel dos San-



Photo:AFP

Le président de l'Angola, Joao Lourenço, en lutte contre la corruption.

tos, qui dirigeait depuis un an la compagnie pétrolière nationale Sonangol, et son demi-frère, Jose Filomeno dos Santos, qui présidait le fonds souverain du pays. Ce dernier est jugé depuis décembre à Luanda pour détournements de fonds publics.